

la nouvelle **ACTION FRANÇAISE**

1 F

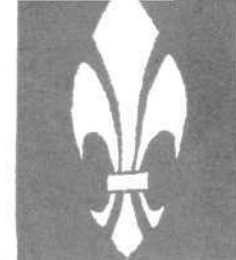
HEBDOMADAIRE ROYALISTE - DEUXIÈME ANNÉE - 12-7-1972 - N° 63

de la légion à matignon...

**tiens v'la
du boudin**

ou la soupe électorale

le mouvement royaliste



réunions

VAR

Les militants de la N.A.F. en vacances dans la région sont priés de se mettre en rapport avec M. Fabrice O'DRISCOLL « La Caravelle », Route de Pierreplane, 83 - BANDOL.

PARIS-15^e

Permanence suspendue pendant les vacances. Reprise le vendredi 15 septembre.

PARIS 10 - 19

La permanence est interrompue pendant les vacances. Reprise des réunions le mardi 5 septembre.

souscription du 1^{er} anniversaire

Merci, merci tout d'abord à ceux qui, très nombreux, ont répondu à notre appel. Nous vous disions il y a quinze jours notre souci. Souci des échéances de la période de vacances qui sont toujours lourdes à supporter, souci surtout de disposer des moyens financiers à la mesure de nos projets. Il nous faut conquérir dans les mois qui viennent plusieurs milliers de lecteurs nouveaux. Cette conquête implique l'impression de tracts, de brochures, des campagnes intenses de prospection pour rassembler autour de nous toutes les bonnes volontés encore éparées ou dispersées dans des combats marginaux ou d'arrière-garde.

LA NOUVELLE ACTION FRANÇAISE
17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
C.C.P. 642-31 Paris

l'imprimerie royaliste

Nous vous avons fait part dans nos numéros précédents de notre volonté d'installer une imprimerie pour la rentrée des vacances. Je tiens à remercier dès maintenant les quelques sections et les isolés qui, comprenant l'importance de ce projet, ont tenu à tout mettre en œuvre pour sa réussite. Malheureusement de nombreuses sections et amis ne nous ont pas encore soutenus. Exemples : Nantes, Troyes, Toulouse, Grenoble, Angoulême, Lille, et à Paris, le 7^e, 19^e,...

Nous pensons que leur silence cache en fait un travail intense et que ces sections vont nous faire parvenir rapidement le résultat de leurs contacts.

Nous avons effectivement collecté au 1^{er} juillet 1972 :

— Dons : 7.585 F

— Prêts : 14.000 F

Plus quelques promesses de soutien.

Nous vous rappelons notre mode de souscription :

POUR L'IMPRIMERIE ROYALISTE

- ☐ Je fais le don de la somme de :francs.
☐ Je prête la somme de F à intérêt de 5 % pendant ans.

Retournez ce bulletin à S.N.P.F., 17, rue des Petits-Champs, 75 - Paris (1^{er}).

Nous envoyer votre chèque bancaire ou votre C.C.P. à l'ordre de :

La Nouvelle Action française (C.C.P. N.A.F. 642-31).

29-30 juillet session universitaire

Une session universitaire, destinée aux responsables étudiants, se tiendra sur les lieux du camp dans les deux derniers jours de juillet.

Prière de s'inscrire à la NAF, ou directement sur les lieux du camp.

tee - shirt monarchie - libertés

imprimé en orange sur maillot blanc, existe en 3 tailles à préciser lors de votre commande (3-4-5).
prix : 15 F franco 18 F.

fiches d'étude doctrinale et technique d'Action française

1. la philosophie politique
prix : 2,50 F - franco 3 F
2. la science politique
prix : 1,50 F - franco 2 F

BROCHURES

la naf et le gauchisme
prix : 2 F - franco 2,50 F
pays réel, pays légal
prix : 2 F - franco 2,50 F

BULLETIN D'ABONNEMENT

17, Rue des Petits-Champs PARIS-1^{er}

ccp naf 642-31

nom _____ Prénom _____
n° _____ rue _____ ville _____ département _____

**Je souscris un abonnement
d'un an à la n.a.f.-hebdo
normal 45fr soutien 100 fr**



EDITORIAL

la soupe électorale

Au cours de la présentation du gouvernement, M. Pompidou a déclaré que celui-ci représentait le *changement dans la continuité*. Il aurait été plus juste de dire que l'arrivée au pouvoir de l'équipe Messmer traduit la volonté de poursuivre la politique passée, sans aucun changement. D'ailleurs, le nouveau Premier ministre n'a-t-il pas déclaré qu'il continuerait la *politique excellente* de son prédécesseur ? Bien sûr, M. Messmer a parlé dans son allocution de *cohésion*, d'*efficacité* dans l'action et de *progrès*, mais on se demande quelle politique nouvelle il pourrait entreprendre à court terme alors que les grands choix budgétaires ont déjà été opérés et qu'il n'aura plus qu'à effectuer les derniers arbitrages entre les ministères.

En fait, comme la N.A.F. le remarquait dans un communiqué publié dans l'heure qui suivit la nomination de M. Messmer, les raisons essentielles du changement de gouvernement sont avant tout électorales. Pompidou ne peut en effet se désintéresser des prochaines élections législatives au cours desquelles, comme il l'a lui-même indiqué, le *problème des institutions sera certainement posé*. De fait, on imagine sans peine la tête que notre Président ferait si une majorité de gauche le contraignait à prendre pour Premier ministre un Mitterrand. En ce cas, comme nous l'avons souvent fait remarquer, les pièges redoutables que recèle la Constitution mettraient effectivement en péril les institutions. Bien sûr, on peut raisonnablement penser qu'à l'issue d'une campagne qui risque d'être acharnée, la majorité actuelle conservera le pouvoir. Mais en matière électorale on n'est jamais sûr de rien et mieux vaut mettre toutes les chances de son côté.

Comme on le sait, l'image de l'équipe Chaban s'était quelque peu ternie au cours de ces derniers mois, l'opinion publique n'ayant apprécié ni les opérations financières de M. Dechartre, ni la feuille d'impôt du Premier ministre. Il fallait donc que ce dernier s'en aille. Ce qui permet à M. Pompidou de faire d'une pierre deux coups, puisqu'il écarte en même temps qu'un Premier ministre déprécié, un Chaban qui aurait pu se révéler un concurrent gênant aux prochaines présidentielles.

La nomination de M. Messmer, quant à elle, est significative de l'habileté toute radicale du Président de la République, de même que la composition du nouveau ministère qui n'a certai-

nement pas été le fait du seul Premier ministre. On pourrait même dire que c'est *bien joué*, si cette expression n'évoquait une récente manœuvre qui, quoique bien engagée, fut en définitive un échec lamentable. En annonçant un référendum sur l'Europe, Pompidou cherchait à « coincer » les centristes d'opposition et à diviser la gauche. On sait qu'il perdit dans l'opération une masse considérable de voix gaullistes. Il lui faut donc à tout prix récupérer ces voix, qui composent l'essentiel de la « majorité présidentielle », sans pour autant perdre le soutien centriste, et en s'efforçant d'attirer des voix de gauche. Le tout en neutralisant un certain nombre de mécontents particulièrement remuants qui lui ont coûté cher en avril dernier. D'où le choix des gaullistes historiques (Messmer, Germain, Charbonnel, Foyer), le maintien de Duhamel, la réapparition de Faure et la création d'un ministère du Commerce, le jour même où on libérait Nicoud.

Mais on peut se demander si Pompidou n'a pas été encore une fois trop habile, tant la nouvelle équipe recèle de personnalités remuantes et donc de multiples possibilités de conflits, tant le nouveau gouvernement risque de décevoir ceux qui veulent que « ça change ».

Quoi qu'il en soit, la leçon est claire. Comme il est de règle en démocratie, le pouvoir réfléchit, s'organise et agit uniquement en fonction de considérations électorales. Tant pis si telle politique est inepte, pourvu qu'elle se traduise par quelques voix supplémentaires. Tant pis si tel ministre est incapable ou véreux pourvu qu'il permette un bon équilibre dans la représentation des partis au gouvernement.

Dira-t-on que ces jeux ne durent que quelques mois ? Ce serait oublier que les élections législatives de 1973 ne seront que le « premier tour » des présidentielles de 1976, qui seront elles-mêmes la préface des législatives de 1977.

Dans ces conditions, peut-on parler sans rire de cohérence, d'efficacité et de progrès ? En réalité, on ne fait rien d'autre que d'essayer de se maintenir au pouvoir, en espérant que personne ne prendra garde au temps qui passe sans que rien ne change. Jusqu'au jour où tout saute.

N.A.F.

ce n'est qu'un début

Au début il n'y avait rien, ou plutôt juste un groupe de royalistes qui n'étaient pas de ceux qui passent leur temps à s'entredéchirer pour un trognon de pain rassis, eux qui voulaient rendre vivantes des idées qui ne méritaient pas les défenseurs que les dieux leurs avaient donnés. Ils désiraient, envers et contre tout, avoir un journal pour s'exprimer, un tout petit journal. C'est pourquoi ils firent la « N.A.F. ».

Ambitieuse, elle veut son imprimerie et elle l'aura. Pas seulement grâce aux affreux bureaucrates de la rue des Petits-Champs, mais grâce à vous, à nous, à tous ceux qui ne veulent plus vivre comme des bêtes, cloisonnés dans des cages de béton.

On pourrait parler longuement du chemin que la « N.A.F. » a fait parcourir aux idées royalistes, mais vu la pente qui reste à gravir, nous aurions tort de trop palabrer sur ces faits. D'ailleurs, ne font-ils déjà pas partie de la longue histoire du mouvement royaliste ?

Pour gagner, il faut que chacun se mette au travail. Alors, lâchons les « bonnes idées » de la droite, mettons-nous à l'école de Maurras, forgeons les armes de notre combat. Et pour cela, faisons des abonnés car, pour reprendre le slogan déjà bien usé de mai 1968 qui doit être celui de tous les royalistes, CE N'EST QU'UN DÉBUT !

François FLEUTOT.

NAF . TELEX . . . NAF . TELEX

● P. MESSMER-LE-FIDELE. — Fidèle parmi les fidèles, Messmer était malgré tout chef de cabinet de Gaston Defferre en 1958. Chargé de l'application de la loi-cadre sur l'Afrique noire, il se trouvait en tournée au Congo en mai 1958 et plus précisément sur le fleuve Congo le jour du 13 mai. A l'annonce des événements d'Alger, il s'empressa de redescendre à terre pour prendre des mesures de sécurité draconiennes à l'encontre de tous les éléments « remuants » du Congo, et en particulier... des personnes fichées comme anciens militants du R.P.F. Ce n'est que deux jours plus tard qu'il se souvint qu'il était Compagnon de la Libération. Comme quoi, il y a des légionnaires qui savent naviguer.

● STABILITE DES PRIX

Le prix des cigarettes vient d'augmenter de 20 à 30 centimes selon les marques. On annonce d'autre part une hausse de 3 % pour

l'électricité et de 4 % pour le gaz. Sans oublier la hausse des tarifs voyageurs de la SNCF, qui remonte au 1^{er} mai. Bravo Giscard ! Ça c'est de la stabilité. Au total, la presse fait état d'une hausse des prix de 6 % pour les sept premiers mois de l'année. Mais les milieux bien informés, et proches de l'Institut national de la statistique, laissent entendre que le taux réel d'inflation serait en réalité de 7 %.

ERRATUM

Dans l'encadré qui illustre l'article de Philippe Dillman sur la livre et l'Europe, le glissement d'une ligne a rendu incompréhensible le tableau des péripéties monétaires du monde occidental depuis 1967. Que nos lecteurs, et notre rédacteur, veuillent bien nous en excuser. Mais nous ne doutons pas que les premiers auront rectifiés d'eux-mêmes cette erreur.



gauchistes ?

Une lectrice de Reims nous écrivait à propos de notre débat avec le directeur d'Hebdo T.C. :

J'ai lu avec beaucoup d'intérêt la récente interview de M. Georges Montaron dans la « N.A.F. ». Je pense qu'il ne faudrait pas trop vite croire à un accord profond entre vous et lui car la France ne l'intéresse pas au même titre que vous. Il veut une certaine France au service de son socialisme et vous êtes intéressés par la France elle-même alors qu'elle n'est qu'un instrument pour eux.

Cette confusion est tout de même ennuyeuse car en lisant votre article on a l'impression que les positions anciennes n'étaient pas si irréductibles qu'on le croyait et que nous allons changer tout cela.

Sur le même sujet, un lecteur de Saint-Brieuc exprimait ainsi son opinion :

Quand vous dites que nous avons en commun avec Georges Montaron « les mêmes refus », c'est de l'hypocrisie ou bien une erreur grossière. Georges Montaron et ses amis luttent depuis des années et actuellement encore pour un communisme à l'asiatique au Vietnam (alors, leur socialisme à la française merci !), jouent la cause du désordre et de la licence (souvent aussi celle de la lâcheté) dans le domaine universitaire, sapent dès qu'ils le peuvent l'armée ou l'Église (inutile je pense de donner des exemples), etc. Leur lutte procède d'une conception de l'homme uniforme, égalitaire, autoritaire (je préfère le journalisme d'argent qui conserve une petite dose de liberté à ce que serait leur « journalisme d'éducation ») diamétralement opposées à la nôtre.

Ces deux lettres appellent d'abord de notre part une remarque générale. Les interlocuteurs de notre enquête appartiennent aux tendances les plus diverses, aux familles spirituelles les plus opposées. Le fait qu'ils acceptent de collaborer avec nous n'implique évidemment pas qu'ils se renient. Il en est de même pour nous : nous les avons invités à participer à une discussion très précise, nous n'approuvons pas pour autant l'ensemble de leurs idées.

En ce qui concerne Georges Montaron, nous nous en sommes tenus à ses propos, sans suspecter ses intentions. C'est la condition première de tout débat d'idées. Nous avons clairement affirmé nos oppositions à un socialisme « contradictoire dans les termes » et « impossible à traduire dans la réalité ». Nous avons aussi parlé de nos refus communs. Mais ce faisant, nous n'étions pas hypocrites. Pas plus que Maurras reconnaissant ce qu'il y avait de bon dans certaines positions du Sillon... pire encore... dans le socialisme de Jules Guesde.

Le dialogue au beau sens socratique du terme a ses exigences nécessaires à la découverte de la vérité et à la persuasion de l'interlocuteur. On peut le refuser mais il faut renoncer à convaincre. Cela signifierait-il que nos positions anciennes n'étaient pas si irréductibles ? Cela serait vrai si nous avions transigé sur l'essentiel. Très amicalement, nous défions quiconque de nous en apporter la preuve.

les lecteurs prennent

Depuis le début de sa publication, en décembre dernier, notre débat sur la République et la Monarchie a fait couler beaucoup d'encre. Non pas dans la grande presse, comme beaucoup de déplorent, mais dans le cercle de nos lecteurs, qui ont été très nombreux à nous écrire. Parfois pour nous dire leur satisfaction, beaucoup plus souvent pour nous faire part de leurs critiques,

voire de la colère que nous avons reçue de nos réponses.

Alors que notre enquête n'a que six mois, il nous a semblé de la plus élémentaire courtoisie de parler à nos lecteurs. Il n'est pas possible de citer tous les noms de ceux qui ont écrit, mais nous publions les plus significatifs.

gaullo-maurrasiens

En rédigeant notre réponse à Philippe de Saint-Robert, nous devinions que le courrier qui ferait suite à sa publication serait plus violent que laudatif. C'est un fait que, vingt-sept ans après la Libération, dix ans après l'indépendance algérienne, et près de deux ans après la mort du général de Gaulle, l'évocation de son nom et de ses actes réveille encore des haines particulièrement vives. D'où la difficulté de tenter une analyse objective du phénomène gaulliste, et surtout d'essayer de la faire partager. Beaucoup ont en effet posé une fois pour toutes que, de Gaulle étant le mal absolu, tous ses actes ont été profondément néfastes pour la France. On va voir que ce schéma aboutit à des textes surprenants et à une interprétation totalement erronée de ce que nous avons cru devoir dire, au nom de la vérité historique.

Voici par exemple ce que nous écrit un lecteur de la région bordelaise :

Pas d'accord, monsieur.

J'ai quitté « Aspects de la France » fatigué de voir imprimé « Général » sans guillemets.

Voilà une réaction hautement politique et qui ne fera pas plaisir à notre confrère, pourtant peu suspect de sympathies gaullistes. Mais pourquoi des guillemets ? Tout simplement, nous apprend notre lecteur, parce que de Gaulle a été nommé général de brigade à titre temporaire, puis rayé des cadres de l'armée par Vichy. Vous vous demandez quel est le rapport entre cette dégradation, également temporaire, et l'action politique du général de Gaulle ? Eh bien nous aussi. Et ce mystère n'est pas près d'être éclairci.

Mais passons aux choses sérieuses.

Un lecteur du Puy-de-Dôme nous écrit :

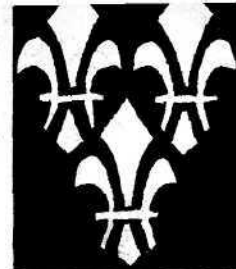
Je suis obligé de constater que vous donnez pleinement votre adhésion aux thèses néo-gaullistes, soutenues il y a une dizaine d'années par la « Nation Française ».

Comme notre lecteur bordelais, qui perd son temps à nous rappeler l'épuration de 1944 et le drame algérien, il semble que notre censeur ait omis de lire la seconde partie de notre article, entièrement consacrée à montrer les aspects négatifs du gaullisme. Est-ce du néo-gaullisme que de rappeler « le visage de guerre civile qui a été trop souvent le sien », de montrer que la V^e République « n'a jamais pu se libérer de l'emprise technocratique » et que « l'indépendance de l'État demeurerait partielle et perpétuellement menacée » ?

Mais écoutons notre lecteur, qui poursuit sa critique en ces termes :

Ne vous en déplaise, messieurs, le gaullisme est parfaitement incompatible avec la pensée maurrassienne. « Gaullo-maurrassiens » ? Non ! On ne peut être que gaulliste ou maurrassien, sans que la moindre conciliation soit possible. Alors, de deux choses l'une : ou bien vous n'avez pas lu Maurras, ce qui serait grave pour des gens qui ont entrepris de refaire l'enquête sur la Monarchie, ou bien vous avez volontairement falsifié la pensée du fondateur de l'Action française pour les besoins d'une thèse extravagante (Maurras, « de-gaulliste » !). Pour qui prenez-vous donc vos lecteurs ?

Mais encore une fois, cher monsieur, pour des gens qui savent lire ! Nous n'avons jamais prétendu que Maurras était gaulliste et nous connaissons fort bien les textes antigauillistes écrits par Maurras pendant et après la guerre.



ent la parole

citait en eux telle ou

dure depuis plus de
intéressant, et même
nnéteté, de laisser la
de place, il ne nous
es les lettres, ni même
atives dans leur inté-

gralité. Que tous veuillent bien nous en excuser.
Et que tous ceux qui ont jusqu'à présent gardé
le silence nous fassent part des réflexions que ce
débat leur inspire. C'est bien volontiers que nous
leur donnerons, à leur tour, la parole.

Gérard LECLERC,
Bertrand RENOUVIN.

irrassiens ?

Mais il y a une différence fondamentale entre
l'antigaullisme de notre censeur et celui de Maur-
ras : c'est que l'antigaullisme de ce dernier était
politique et non pas viscéral. D'où les textes sur
le 18 juin et sur le R.P.F. qui, sans être « gaul-
listes », montrent ce qu'il y avait de patriotique
dans le 18 juin et ce qu'il y avait de positif, sur
le plan tactique, dans une prise de position en
faveur du R.P.F. en 1951.

Les critiques de notre lecteur sont donc sans
objet, puisqu'elles s'exercent à l'encontre de thèses
qui n'ont jamais été les nôtres. Mais venons-en à
la seconde partie de sa lettre :

*J'en viens à un autre point de votre article ; il
peut se résumer ainsi : De Gaulle s'est inspiré de
Maurras, tant dans sa doctrine que dans une partie
de son action politique et, de ce fait, l'antigaullisme
aurait été « souvent » (j'apprécie cette nuance),
« en contradiction directe avec l'intérêt national ».
Ces affirmations ne résistent pas à l'examen. Le
gaullisme était, par nature, incapable de servir
l'intérêt national puisque de Gaulle n'a jamais
cessé de confondre sa personne avec la nation,
sacrifiant constamment celle-ci à ses ambitions, à
ses rancunes et à ses haines.*

Nous ne nions pas que la politique gaullienne,
tant à l'extérieur que sur le plan français, ait
été parfois (notez la nuance, cher monsieur)
dictée par des haines et des rancœurs. Mais il
n'en demeure pas moins vrai que l'on retrouve,
dans la conception gaullienne de l'Etat et de la
Nation, des résonances maurrassiennes, même si
elles se mêlent à des conceptions jacobines. D'autre
part, comme nous le remarquons, la politique exté-
rieure du gaullisme présente d'étonnantes simili-

tudes avec les thèses développées par Maurras
dans « Kiel et Tanger ».

Reste la question de savoir si de Gaulle a été
directement influencé par Maurras ou si son intuition
l'a poussé à reprendre certains des thèmes du
maître de l'Action française. Quoi qu'il en soit,
c'est un fait indéniable qu'il existe de très nets
points de convergence. Ceux pour qui de Gaulle
représente le mal absolu le déplorent, parce que
cela cadre mal avec leur schéma. Les autres, sans
pour autant adhérer au gaullisme pour la raison
essentielle qu'il ne pouvait résoudre la question
institutionnelle, trouvent quelque réconfort à l'idée
que les aspects positifs d'une politique par ailleurs
imparfaite et nécessairement éphémère, ont été
dédiés — ou ont rejoint — certains des ensei-
gnements de l'Action française.

En fait, comme nous l'écrivait un lecteur du Vési-
net, la faiblesse essentielle du gaullisme est de
n'avoir pas su — ou pas pu — ancrer sa politique
dans la durée :

*... je reste convaincu que l'« idée royale » peut
et doit faire son chemin en France, doit être
présente et amplifiée partout, dans la mesure où
elle sait toujours prendre ses distances par rapport
aux catégories particulières, affirmer l'humain, l'in-
carner... Je reste par ailleurs persuadé que Charles
de Gaulle a beaucoup semé dans ce sens, mais
que les circonstances et les pressions du moment
ont trop souvent balayé le « permanent »... C'est
là, d'ailleurs, que je vois la nécessité absolue de
l'hérédité monarchique, du fait de l'impermanence
et de la courte durée d'une vie. J'ai l'impression
que c'est ce que les Français ont cherché dans un
maréchal et ensuite dans un général...*

synarques d'extrême - droite ?

Ce n'est pas sans étonnement que nous avons
récemment pris connaissance de deux lettres,
signées « Argus », contenant des accusations d'un
genre tout à fait nouveau. Il ne nous est mal-
heureusement pas possible de les citer in extenso
(bien qu'elles en valent la peine), mais nous ne
pouvons résister au plaisir d'offrir aux lecteurs de
la N.A.F. — et plus particulièrement à ceux qui
viennent de se réabonner — quelques morceaux
de choix :

*« Dès que vous sortez du bla-bla-bla des généra-
lités, nous écrit Argus, apparaissent les laisses et
la muselière de la ploutocratie qui vous a fait
naître, en estimant, sans doute, qu'elles étaient
devenues trop visibles chez vos prédécesseurs. »*

Voilà qui ne manque pas de souffle, c'est le
moins qu'on puisse dire. Mais voulez-vous des
précisions ? En voici :

*« Lorsqu'on vous lit, on balance entre deux in-
terrogations : se peut-il qu'ils soient à ce point
ignorants des réalités que recouvrent leurs
« abstractions » (comme dit Jacques Laurent), ou
n'ont-ils pas été secrètement créés et mis au monde
par une synarchie technocratique soucieuse de
continuer à camoufler l'emprise totale sur tous
les régimes qu'elle s'est assurée à la défaite de
1940, soucieuse, aussi et surtout d'en détourner
la compréhension pour le meilleur de la jeunesse
française par des trucages intellectuels qui permet-
tront, le moment venu, et suivant la bonne tra-
dition de l'extrême-droite française, de canaliser
cette jeunesse dans ces culs-de-sac d'extermination
d'où l'on tire aussi bien un Bonnier de la Cha-
pelle que les héros en gants blancs et casar des
guerres d'enfer sans objet pour tout ce qui n'est
pas la ploutocratie... ? »*

N'est-ce pas pour le moins curieux ? Voilà un
monsieur qui fulmine contre l'extrême-droite...
sans s'apercevoir qu'il se situe très exactement
dans sa tradition. Son texte est en effet typique
d'un extrémisme de droite qui ne peut s'empêcher
de tout expliquer par de noirs complots. Avant
la guerre, c'était le « complot maçonique », pen-
dant la guerre le « complot synarchique » et
maintenant voici le « complot technocratique ».

Mais que l'on nous comprenne bien : nous ne
songeons pas à nier le rôle de la Franc-maçonnerie
sous la III^e République, ou celui de la techno-
cratie sous la V^e. Mais ces groupes et ces castes
ne font partie d'aucun complot, ne sont fédérés
par aucun « chef d'orchestre clandestin » : il
s'agit simplement d'un ensemble de gens qui,
formés dans les mêmes écoles ou dans les mêmes
sociétés de pensées, ont des conceptions identiques
et des réactions semblables devant les événements.
Ce qui n'atténue nullement le caractère néfaste
de leur action.

Mais à cette explication aisément vérifiable,
notre lecteur préfère celle du complot, qui permet
d'inclure tous les événements de la vie publique
et de les expliquer par un facteur unique. C'est
tellement plus reposant pour l'esprit. Et puis, on
ne risque pas de voir les faits démentir la théorie,
puisqu'il s'agit d'actions qui, par définition, restent
toujours occultes.



"tel quel" et notre temps

Quatre années après la parution de "Logiques" et de "Nombres" (ce dernier ouvrage visant, par définition, à rendre impossible « l'exploitation romanesque et ses effets mystifiants »), Philippe Sollers publie "Lois" : un événement littéraire significatif de notre époque.

Il y eut toute une littérature française d'après-guerre, basée sur le tandem Sartre-Camus ; il y a eu la prétendue école du « Nouveau Roman » (dite aussi du « regard », de l'anti-roman ou de « l'altérité ») ; il y aura Philippe Sollers et l'équipe de "Tel Quel".

Il ne s'agit pas de chicaner par des raisonnements captieux sur l'attitude objectivement pro ou anti-maoïste : il est bien évident que l'équipe rédactionnelle de "Tel Quel" 1972, revue fondée en 1960, se raccroche à la Chine non pas tant au niveau de l'action politique immédiate qu'au niveau d'une sorte de genèse. Il ne s'agit pas non plus de retracer de façon anecdotique le cheminement, les excommunications (Jean-Edern Hallier, cet autre « chouan » du XX^e siècle), les adhésions spectaculaires ou les départs à la suite de graves différends (Ricardou ou Thibaudeau) qui ne sont pas sans rappeler les meilleures périodes du surréalisme ; il s'agit avant tout de comprendre le phénomène complexe que représente "Tel Quel" en le cernant dans ses démarches.

LA « LONGUE MARCHÉ »

Vu de l'extérieur, avec son goût affiché pour une certaine emphase, une exagération dans l'expression, le ton ou la polémique (cf. rupture avec Aragon), le spontanéisme des « dazibaos » (1), toutes choses pouvant effaroucher un esprit enclin au sérieux, le groupe "Tel Quel" apparaît comme un groupe de plaisantins cultivés, soucieux de préserver leur kabbale des yeux indiscrets ou vulgarisateurs. Les défauts abondent, les contradictions foisonnent, mais il n'empêche que, dès le premier abord, nous sommes obligés de reconnaître qu'ils ont fait découvrir des écrivains aussi essentiels qu'Artaud, Joyce ou Bataille, et qu'ils constituent une note de gaieté et de fraîcheur dans le lourd attirail de notre littérature contemporaine ennuyeuse, académique et empruntée.

Le mot « avant-garde » revenait souvent sous la plume des doctes glossateurs qui se penchaient sur la revue à ses débuts ; le Nouveau Roman n'avait pas encore sombré corps et biens dans l'académisme, et représentait encore une magnifique espérance pour échapper à un certain système (« L'Année dernière à Marienbad » date de 1961). La cible capitale fut facile à dénicher : le roman bourgeois. Ce roman bourgeois qui date de la prise du pouvoir politique de la bourgeoisie au XX^e siècle et qui

exerce toujours sa dictature, éternellement compromis avec l'appareil d'Etat. Sollers souligne, dès cette époque, les rapports ambigus qui ont existé auparavant entre l'avant-garde et la classe politique ; accuse le surréalisme d'avoir privilégié certains aspects aux dépens d'autres immédiatement refoulés, attaque Jean-Paul Sartre de biais en mettant au rancart la littérature « engagée » dans son contenu, puis lance bientôt une offensive contre le « Nouveau Roman » qu'il accuse de n'établir aucune correspondance entre Littérature et Politique. Il faut toujours aller plus loin : le temps est venu (« la tendance générale est à la Révolution », dixit Mao) de lier la transformation formelle et la transformation politique.

Quelques rencontres fondamentales jalonnent la « longue marche » de Philippe Sollers : celle de la linguistique (Saussure, Jakobson, Chamsky et puis les travaux de Kristeva et Todorov), celle de Lacan et puis celle d'Althusser, Sollers décide que la politique peut et doit déterminer les transformations dans l'idéologie. Naïvement, les camarades "Telquellisateurs" vont demander conseil aux instances du P.C.F. « orthodoxe », croyant ainsi régénérer le marxisme en entamant un dialogue qui ne peut être que fructueux. C'est l'époque où Sollers est traité dans la presse de « stalinien ». Peu importe pour ces écrivains-militants remplis de candeur naïve. Mai 68 leur ouvre enfin les yeux. La collusion du P.C. et du système en place a été trop flagrante, le P.C. s'est découvert des intérêts pas du tout contradictoires — et même complémentaires — avec ceux qui prônent la Défense de l'Ordre. "Tel Quel" rejoint les parias malades du marxisme, les crève-la-faim de la révolte pure sans chercher aucunement à les noyauter.

nos lecteurs prennent la parole (suite) : l'europe

Nos réponses à Paul Sérant et à Jean de Fabrigues ont suscité de très nombreuses réactions chez nos lecteurs. Mais plutôt que de revenir sur les arguments qui nous sont les plus fréquemment opposés (le « danger communiste » en particulier), nous préférons laisser la parole à un de nos militants grenoblois qui rectifie très justement une phrase que nous avons avoir écrite un peu à la légère.

« Dans la première colonne de ta réponse à Jean de Fabrigues, tu écris qu'il "n'existe ni économie européenne, ni travail européen, mais des économies anglaise, française et allemande..." »

Eh bien, si je me réfère à François Perroux sur un point d'analyse qui acquiert mon accord assez total, je peux dire que les arguments que tu pourrais avancer pour dire qu'il n'existe pas d'économie européenne, sont aussi valables quant à l'économie française ; seulement, dans ton esprit, les concepts d'« économie française » et d'« économie européenne » sont à deux niveaux d'abstraction différents, et je crois que c'est une erreur.

En effet, comme l'écrit Perroux, c'est une illusion de croire que les divers espaces économiques et

humains sont superposables. En France, l'espace de présence des idées, des traditions, des sentiments français excède de toutes parts l'espace métropolitain « cartographique ». Là, tu ne peux qu'être d'accord, je pense. L'économie française, dans la mesure où elle garde vitalité et chances est hors de France, autant qu'en France. La nation pour Perroux, n'est pas un « grand individu », une entité collective qui occupe un certain lieu. Les espaces économiques donnent de la nation une image qui ne peut être rendue par aucune cartographie, parce que les relations qui les composent sont largement indépendantes de la localisation banale.

Perroux conçoit l'espace économique selon trois optiques :

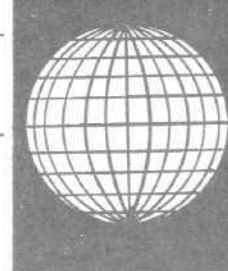
En gros, tout d'abord en tant que « contenu d'un plan » : en effet, l'espace de l'économie nationale n'est pas le territoire de la nation, mais le domaine que les plans économiques du gouvernement et des individus embrassent.

Ensuite en tant que « champ de forces » : la nation est soit le lieu de passage de ces forces, soit un ensemble de centres (ou pôles) d'où émanent et où vont certaines d'entre elles. Suivant

les domaines de l'économie concrète, suivant la nature des activités considérées, suivant les périodes, les espaces nationaux prennent donc un sens éminemment variable qui ne peut jamais être précisé par leur tracé ou par leur contenant.

Enfin, en tant qu'« ensemble homogène » : l'Etat crée, par sa croissance et par sa politique, des conditions relativement originales du marché et de la formation des prix. Mais sauf en cas de planification intégrale l'espace national est un entrelacement inextricable de marchés nationaux et internationaux par catégories de produits et de services, de prix fixés par des données rattaches à l'espace national et de prix déterminés par des éléments extérieurs à l'espace national et aux espaces de plans économiques du gouvernement et de ses nationaux.

Partant de cette conception de l'économie nationale, Perroux fait feu de tout bois sur l'idéologie européenne volontariste, car si l'on applique l'analyse esquissée à un groupe de nations (ex. : l'Europe), on est aussitôt radicalement guéri de l'espace économique européen, de la « grande nation européenne », du grand marché européen et même du « bloc libéral ».



"tel quel"

CUISINE CHINOISE

En même temps que l'Occident, Sollers découvre bientôt la Chine et la Révolution Culturelle, en même temps qu'il tombe sur les poèmes d'Ezra Pound (chanteur du fascisme sur les ondes mussoliniennes et poète connu par ses « Cantos »), qui a introduit le chinois dans son œuvre. Pound a, de surcroît, accompli une révolution formelle aussi grande que celle de Louis-Ferdinand Céline (la prose de "Lois" est d'ailleurs célinienne), sans pour autant passer le cap politique et renier son idéologie fasciste. La Chine maoïste devint dès lors un merveilleux terrain d'expérience pour Sollers qui place son dernier ouvrage "Lois" sous cette invocation, sous forme d'un somptueux idéogramme.

Le roman est désormais instrument de libération, la littérature ouvre une brèche dans l'édifice marxiste classique qui ne voit en tout art qu'une superstructure, la littérature est une sorte de « praxis » qui fait surgir en elle la réalité.

Quoi de commun entre Sollers et nous ? Rien en apparence. Et pourtant, à la base, il existe ce même réflexe sain vis-à-vis d'une dictature idéologique, d'une répression et de toutes ses scories, la même impuissance salvatrice — car génératrice de prise de conscience — face aux puissances d'argent et au totalitarisme, la même révolte contre un système, des institutions précises ("Tel Quel" a rompu toute attache avec la bureau-technocratie dès Mai 68) ; mais surtout, "Tel Quel" repose le problème d'une fraction de l'intelligence française égarée dans les nébuleuses de la crise d'un marxisme qui n'en finit pas, prise au piège d'un intellectualisme brillant et facile, mais toujours consciente de ce que le « Changer la vie » de Rimbaud veut dire.

Philippe BERNSTEIN.

(1) Cf. article Ch. Delaroche, "N.A.F." n° 42. "Lois", Philippe Sollers (coll. du Seuil), revue "Tel Quel" n° 47, 48-49, 50.

la nouvelle ACTION FRANÇAISE

RESTAURATION NATIONALE

Édité par la S.N.P.F.

17, rue des Petits-Champs - Paris (1^{er})
Téléphone : 742-21-93

Abonnement un an : 45 F

Abonnement de soutien : 100 F

C.C.P. N.A.F. 642-31

Directeur de la Publication :

Yvan AUMONT

Imprimerie abexpress

72, rue du château-d'eau paris 10^e

l'algérie 10 ans après

Le 1^{er} juillet 1962, le F.L.N. semblait avoir gagné sur toute la ligne. Une Algérie indépendante, n'ayant aucun lien institutionnel avec la France, était née alors que personne n'y croyait en 1954. Mais il payait cher cette victoire, et son unité déjà sérieusement ébranlée, n'y résista pas. Le gouvernement français avait confié les destinées de l'Algérie à un exécutif provisoire, présidé par Farès, celui-ci devant laisser la place, le 5 juillet 1962, au G.P.R.A. Alors commencent les règlements de comptes et les luttes pour le pouvoir. Alors que des centaines de milliers de Pieds Noirs fuient vers la métropole, l'armée française assiste impassible aux combats. Le 5 juillet, une fusillade éclate à Oran et fait plus de cinq cents morts, sous l'œil placide de Katz. Trois clans au sein du F.L.N. luttent pour le pouvoir : le G.P.R.A. et le « groupe de Tizi Ouzou » (Krim Belkacem, Boudiaf, les wilayas 3 et 4, la Fédération de France) cèdent la place au « groupe de Tlemcem ». (Ben Bella, l'armée des frontières et les wilayas 1, 5 et 6). Ben Bella prend en main les destinées de l'Algérie, réussit à éviter sa congolisation mais ne peut empêcher Aït Ahmed de prendre à nouveau le maquis en Kabylie (1964) et ne réussit pas à récupérer le « trésor du F.L.N. » détenu par Khider. Un congrès extraordinaire du F.L.N. devait résoudre les problèmes en suspens, mais le chef de l'armée, Houari Boumedienne prend les devants et s'empare du pouvoir le 19 juin 1965. Il faut reconnaître que celui-ci a un certain sens de l'efficacité puisqu'il a réussi à prendre en main l'armée et le parti, à déjouer toutes les tentatives de coup d'Etat. Aujourd'hui, sur les neuf chefs historiques du F.L.N., cinq sont morts dont deux tués par leurs anciens amis, deux vivent en exil, Ben Bella est en résidence surveillée, Bitat est ministre.

AUJOURD'HUI...

La situation actuelle de l'Algérie a été traitée dans A.F.U. de juin 1972, rappelons cependant que l'Etat algérien contrôle la vie économique du pays, cherche à industrialiser l'Algérie. Mais les emplois créés n'absorbent, dans l'immédiat, que 1,5 % du chômage, et le pari algérien d'« industries industrialisantes » dépend d'une inconnue : la capacité de résistance et de résignation des masses devant le sous-emploi et le sous-développement. L'agriculture, désorganisée par le départ des colons, n'arrive pas à absorber l'excédent de main-d'œuvre, privée partiellement de ses débouchés européens, elle ne trouve pas sa voie. Le vide institutionnel et les nationalisations permettent la création d'une caste de bureaucrates et de profiteurs dont l'Algérie aura un jour à se débarrasser. L'avenir du pays dépend en grande partie du comportement des cadres formés en France ou en Algérie par des coopérants pour la plupart français. (Ecole d'Agriculture de Mostaganem).

... ET DEMAIN

Aujourd'hui deux Etats se trouvent face à face. La plus mauvaise des solutions serait qu'ils

s'ignorent délibérément, que la France renonce à toute politique et toutes attaches méditerranéennes et africaines, que l'Algérie oublie que le Maghreb, s'il est arabe et africain, est tourné naturellement vers l'Europe.

Aujourd'hui la France reste le premier fournisseur et le premier de l'Algérie. Près d'un million d'Algériens vivent en France, leur rapatriement poserait des problèmes énormes aux économies des deux pays.

De même le développement technique et culturel de l'Algérie dépend, en grande partie, des cadres et coopérants français. Vouloir rompre tous les liens subsistant entre la France et l'Algérie créerait des difficultés graves pour l'économie française, mais non insurmontables, mais surtout rejeterait l'Algérie dans les bras des Soviétiques... ou des Américains. Il faudrait être fou pour vouloir une telle chose (1), ce qui ne veut pas dire qu'il faut céder systématiquement au chantage du gouvernement algérien. Certains accuseront la N.A.F. de trahir le combat des royalistes français pour l'Algérie française, de vouloir faire table rase du passé. Qu'ils se rappellent que les officiers S.A.S. se sont battus pour une Algérie libre et heureuse parce que vraiment française, que si l'Algérie était pour nous terre française, ce n'était pas en vertu de l'antique droit du vainqueur sur les dépouilles du vaincu, mais parce que trop de choses liaient les gens d'ici et de là-bas pour qu'une séparation ne soit pas d'abord un déchirement. Travailler à développer et aider un pays n'a jamais signifié cautionner ses dirigeants, et ce pourra être une des façons de réparer ce qu'une guerre civile absurde a détruit. Et les royalistes français sont certainement les mieux placés pour cela : parce que nous saurons poser les problèmes de souveraineté et de coopération autrement qu'en termes démocratiques ou mercantiles, et parce que nous n'avons rien à nous reprocher. Nous nous sommes toujours battus contre les injustices en Algérie, à une époque où les représentants de la gauche française jouaient les amis de l'humanité à Paris et les potentats à Alger.

Et c'est parce que nous avons été pratiquement les seuls à nous battre à fond pour l'Algérie française, qui était plus à créer qu'à défendre (cf. problème de l'intégration et du collège unique), que nous saurons lutter pour le maintien et le renforcement des liens entre Paris et Alger, débarrassés de tout contexte idéologique, pour que la Méditerranée redevienne un trait d'union entre des peuples qui sont condamnés à vivre ensemble.

François MARTIN.

(1) Qu'on se souvienne de la façon dont le « pro-américain » Nasser se jeta dans les bras des Soviétiques, par la faute de Foster Dulles.

P.S. — Cet article est destiné non pas à définir une ligne politique intangible, mais à servir de base pour une étude future.

entreprises multinationales :

Entre la grande société pétrolière, multinationale par nécessité géo-politique, et la firme industrielle développant ses diverses implantations territoriales en fonction d'impératifs commerciaux ou fiscaux, la différence est grande, semble-t-il.

Face à l'entreprise nationale échappant à sa tutelle en essaimant à l'étranger, ou à l'entreprise étrangère s'installant sur le territoire national, l'attitude de l'Etat peut, aussi, être différente.

Mieux vaut produire à l'étranger qu'exporter, le mieux étant exprimé en terme de profits. Telle est l'une des principales raisons du développement considérable de l'activité internationale des grandes entreprises. Depuis 1950, nous sommes entrés dans une nouvelle époque du capitalisme, époque qui voit des entreprises géantes et toujours plus mondiales effacer les frontières politiques, se jouer des contrôles économiques, imposer un rythme de croissance effréné. Véritables puissances internationales, elles contrôlent une part croissante de la production mondiale.

Déjà, le chiffre d'affaires des plus importantes d'entre elles rivalise avec le Produit National Brut (P.N.B.) de bien des pays. L'enquête annuelle du magazine américain *Fortune* sur les 500 premières américaines, révèle qu'en 1971 le total de leurs chiffres d'affaires était de 503 milliards de dollars, pour 464 milliards de dollars en 1970, les cinq premières comptant pour 16 % dans le total de 1971. Quant aux 200 plus grandes firmes non américaines classées par ce même magazine, leur chiffre d'affaires global atteignait 236 milliards de dollars en 1970. Soit environ le même chiffre que le P.N.B. cumulé de la Suisse, de la Belgique, des Pays-Bas et de la France. Si l'évolution actuelle n'est pas stoppée, ou tout au moins infléchi, « l'économie mondiale sera d'ici vingt ans entièrement dominée par un nombre relativement peu élevé de firmes mondiales géantes qui mobiliseront technologie, personnel, argent et "management" pour fournir à l'humanité les biens et les services qu'elle désirera » (1). Mais des heurts sont déjà apparus entre les firmes et les pays récepteurs. De même la croissance rapide des sorties de capitaux (cas des Etats-Unis surtout) a entraîné une surveillance plus stricte des mouvements par l'Etat d'origine.

LE MYTHE DE LA CONCURRENCE

Pourtant, enfermés dans les vieilles théories économiques, les Etats des pays industrialisés font encore semblant de croire en la vertu de la concurrence. Et l'on se félicite d'une balance commerciale excédentaire quand plus de la moitié des exportations est constituée par des transferts des entreprises à leurs succursales à l'étranger. Transferts à des prix spéciaux permettant de dégager un bénéfice maximum dans les pays à imposition fiscale minimum ou de mettre en « perte » des filiales situées dans les pays à forte imposition fiscale. Dans cette même optique, il est indispensable aux firmes internationales de faire apparaître l'ensemble des bénéfices du réseau de production

au niveau de holdings domiciliés dans ces havres fiscaux que sont l'Etat du Delaware aux Etats-Unis, Panama, Hong-Kong, Les Bermudes, le Libéria, Curaçao, etc., et en Europe, Monaco, le Luxembourg, le Liechtenstein ou la Suisse. Simple exemple, dans ce dernier pays on dénombre plus de 3.000 holdings dont celui de Michelin à Bâle, de Saint-Gobain à Fribourg, de Renault à Zurich... L'internationalisation est ainsi basée d'abord sur la dispersion des activités plus que sur le simple accroissement des implantations étrangères.

L'entente cordiale règne entre les plus grandes des firmes multinationales qui, par des accords multiples, se partagent les marchés au niveau mondial et s'entendent aisément pour créer des filiales communes dans la plupart des pays sous-développés. Présentes partout, elles manipulent aussi d'énormes sommes d'argent dans une pluralité de devises qui alimentent depuis plus de vingt ans cette masse énorme de capitaux dits « flottants », se déplaçant d'une place financière à l'autre en mettant en péril l'économie des pays dont la devise est à un moment donné soit trop convoitée, soit abandonnée.

Devant ces réalités — trop brièvement décrites — les attitudes des gouvernements face à la crise monétaire par exemple, frisent une certaine insouciance et tout au moins laissent de côté les vrais problèmes. Tandis qu'on discutait à l'infini de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché Commun, les firmes anglaises s'y trouvaient déjà ! Shell, Dunlop, I.C.I., rejoignaient ainsi les entreprises américaines déjà installées, et leur production dans l'Europe des Six est en voie de dépasser le montant des exportations anglaises vers le continent. En laissant la livre flotter, la Grande-Bretagne semble prendre quelques distances vis-à-vis de ses futurs partenaires, mais les financiers de la City investissent toujours sur la Bourse de Paris qui, de ce fait et depuis six mois, aura connu l'une des plus belles hausses de son histoire.

L'exemple viendra-t-il des pays du Tiers-Monde tel l'Irak nationalisant les possessions de l'I.P.C. mais se privant par là même d'une source importante de revenus ? L'Etat, dans les pays industrialisés, en sera-t-il réduit au simple rôle de prestataire de services, laissant les hommes et les richesses du pays à la disposition des entreprises multinationales ? Il est certain que la réaction ne peut être identique vis-à-vis d'une même firme dans le pays d'origine et dans le pays d'accueil ; de même convient-il de distinguer entre la firme centrée sur son pays d'origine et celle devenue véritablement multinationale jusque dans son recrutement aux plus hauts niveaux hiérarchiques.

Si la nation apparaît pour certains un cadre dépassé, cela doit-il entraîner une remise en cause de son existence ou un changement radical dans son dessein et partant, dans ses institutions ? Concept dépassé pour les entreprises internationales, l'Europe ne peut en aucun cas remplacer la nation dans la mise en place nécessaire de structures capables de faire face au défi des multinationales.

Philippe DILLMANN.

(1) Gene Gregory, « La montée de la firme mondiale », in *Analyse et Prévision*, tome VIII, n° 4.

le
défi